



# TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

# Socialiste

unifié

NUMÉRO 116  
29 Septembre 1962

0,40 NF

- **Répression en Espagne**

(Page 2)

- **Motion de censure contre le capitalisme**

(Page 3)

- **La Mafia d'aujourd'hui**

(Pages 4-5)

- **Social :  
Le rendez-vous d'octobre**

(Page 6)

- **Cinéma :  
Thérèse Desqueyroux**

(Page 7)



(A.F.P.)

Largement majoritaire à l'Assemblée Constituante, Ben Bella et le bureau politique feront-ils du F.L.N. un parti unique ou un parti prépondérant ?



## Répression en Espagne

Le régime franquiste a une singulière manière de se « libéraliser ».

La répression bat son plein en Espagne. Déportations, détentions, tortures sont redevenues monnaie courante.

Sous la direction personnelle du colonel Eymar, les antifranquistes arrêtés sont interrogés sans relâche. Leur crime : avoir participé au mouvement de grève qui secoua l'Espagne en avril-mai derniers.

Dans ce cadre, le régime semble s'acharner particulièrement sur le « Front de Libération Populaire » qu'il espère démanteler, et en qui il a reconnu un ennemi redoutable.

De grands procès se préparent avec de lourdes peines à la clé.

Parmi les derniers arrêtés : José Ramon Recalde, avocat ; Dionisio Onai Tivia, stomatologue ; Angel Ures Berueta, étudiant militant de la JOC ; Pablo Bordo Naba, économiste ; Elena Aidpitarte, 24 ans, fille du maire-adjoint de Saint-Sébastien.

Tous accusés d'appartenir au F.L.P.

Tous les jours nous parvenons des noms d'ouvriers, d'employés, d'intellectuels, sur lesquels le régime se venge.

Il n'est pas possible que tout cela se déroule dans un silence complice.

Une grande campagne doit commencer et s'amplifier. En même temps que nous devons tout faire pour protéger les antifascistes espagnols qui ont pu se réfugier en France.

Nos lecteurs doivent savoir que la D.S.T. a procédé à des interrogatoires sur la base de renseignements fournis par la police espagnole. Renseignements et photos. Cette « collaboration » doit cesser immédiatement.

Comme doit cesser la répression franquiste. Nous y reviendrons.

Christian Guerche.

## Saint-Brieuc :

### La façon d'écrire l'Histoire

UN de nos camarades du Doubs, qui nous précise d'ailleurs qu'il est lui-même catholique, nous signale un commentaire paru, à propos des élections de Saint-Brieuc, dans « Cité Fraternelle », hebdomadaire diocésain (n° 720 du 25 août). Voici ce commentaire : « Des élections municipales ont lieu à Saint-Brieuc dimanche prochain, pour le scrutin de ballottage ; il ne reste en présence qu'une liste M.R.P.-U.N.R. et une liste communiste, P.S.U., le parti S.F.I.O. qui ne présente pas de candidat, a donné pour consigne à ses adhérents de « porter leurs suffrages sur les défenseurs de la laïcité », autrement dit sur les communistes et leurs alliés qui sont, comme chacun sait, les sûrs garants de toutes les libertés. En enfourchant le cheval fourbu de la laïcité, les partisans de M. Guy Mollet, qui a dit un jour que la droite française était la plus bête du monde, ne font pas preuve d'une intelligence supérieure. »

Bien sûr, nous n'avons pas ici l'intention de prendre la défense de Mollet, et nous avons relevé, à propos de l'élection de Saint-Brieuc, l'attitude de la S.F.I.O. Mais comment ne pas remarquer la présentation tendancieuse de ce scrutin.

1° L'hebdomadaire diocésain prend soin de donner en cette affaire la première place au P.C. Il se garde bien de dire que le P.S.U. venait en tête au premier tour. Il se garde encore plus de dire que le P.S.U. ne se confond pas avec le P.C.

2° Il ne souffle mot surtout de la présence de l'Action travailliste, c'est-à-dire de catholiques, sur la liste conduite par Antoine Mazier.

Voilà comment on informe un public de lecteurs catholiques.

## Les ministres et la réforme constitutionnelle

Le général de Gaulle a consulté ses ministres à propos de la réforme de la Constitution. Cette consultation improvisée a dû le confirmer dans son opinion désabusée sur ses commis.

Il a dû vérifier, à ce propos, qu'il les avait bien choisis puisqu'ils savaient ne pas donner, par leur attitude, un démenti à l'idée que, de tout temps sans doute — peut-être même depuis le temps où il était au collège — il s'était faite des soucis d'un bon ministre :

1° Conserver le pouvoir ; 2° Le retrouver après l'avoir perdu ou négligé.



(A.D.P.)

Le plus hostile : M. Pierre Sudreau.

Aussi tous hésitèrent lorsque de Gaulle est venu leur dire ce qu'il leur était indifférent d'entendre :

— Et après moi ?

Puisqu'« Il y aura nous ! »

Nous : c'est-à-dire MM. Giscard d'Estaing, Frey, Buron, Sudreau, Peyrefitte, Pisani.

B. C.

## Canada :

### M. Réal Caouette est-il fasciste ?

PLUS l'unification entre les blocs tend à s'accroître, plus les particularismes s'accroissent. Ainsi on prête une attention de plus en plus grande à des faits qui auraient paru négligeables voilà dix ans, mais qui, aujourd'hui, apparaissent déjà comme des survivances : par exemple, les mœurs d'une peuplade du Pérou. Ou bien l'admiration pour Hitler ou Mussolini de M. Réal Caouette, qui dirige, dans la province de Québec, au Canada, un parti dont le programme reprend des thèmes utilisés par lui dès 1930 dans cette province pour les étendre à la fédération tout entière en 1962.

Ce n'est pas le programme qui frappe l'opinion. Elle le connaît sous le nom de « Crédit social ». Il a fait rire les économistes dès son apparition : « Donnez l'argent à ceux qui en ont besoin, c'est-à-dire les acheteurs ; non pas aux vendeurs, dont le rôle est justement de le rassembler. »

C'est seulement la constatation par M. Caouette que Hitler et Mussolini savaient conduire les hommes qui a soulevé cette opinion.

On a crié : « Au fasciste ! ». On déclara que le fascisme ne passerait pas. Mais on affirma, de cette manière, que la nation canadienne allait prendre conscience d'elle-même — ce que l'inertie du gouvernement Diefenbaker en matière économique l'engageait à faire tôt ou tard — pour choisir le bloc dans lequel elle pourra évoluer vers une plus grande liberté.

Ainsi « fascisme » n'est peut-être pas toujours synonyme de « dictature antipopulaire » dès que le mot apparaît dans une région du globe. C'est un cri du peuple. Et assez curieusement peut-être — l'expérience Caouette le dira — un cri de confiance envers un homme qui lui apparaît comme un chef possible.

Le danger commence à partir de cet homme. Est-ce un homme libre ou un homme souple ?

B. C.

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de **VICTOR HUGO**

## ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (La Librairie-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : **LES ROMANS**

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misères*, première version des « Misérables », de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

### PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage

pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements)

PRIX de souscription immédiate pour LES ROMANS COMPLÈTS (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

**BON** à adresser à la Librairie-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7°. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 3 10 versements.

2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librairie-Pilote, un chèque bancaire de 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 3 8 versements.

Nom ..... Profession .....

Adresse .....

N° C.C.P. ou bancaire : .....

Signature : .....



# Pour une motion de censure contre le capitalisme

**O**N m'affirme de bonne source que les projets plébiscitaires du général de Gaulle et sa conférence de presse ont surpris quelques personnes. J'ai peine à le croire.

Ne savait-on pas que le chef de l'Etat n'était pas modeste, qu'il s'identifiait avec la France au point de manifester le plus profond mépris pour les Français, y compris son successeur ? Ignorait-on son art de travestir la vérité, de dépeindre sous les couleurs les plus sombres les événements antérieurs à son retour au pouvoir et d'employer la méthode Coué pour affirmer, sans gêne apparente, que tous les problèmes avaient été heureusement résolus depuis lors ?

Quelques personnages illustres, qui ont largement contribué à la naissance du nouveau régime, se déclarent étonnés de voir son incarnation la plus prestigieuse violer la Constitution. Qu'attendaient-ils donc de lui lorsqu'ils lui ont fait la courte échelle, en lui apportant sur un plat la IV<sup>e</sup> République, puis lui donnant tous les pouvoirs ? L'un d'eux, brillant spécialiste des formules péremptives, proclamait il y a quelques jours

## Communiqué du 21 septembre 1962

*Le discours du général de Gaulle ne comporte aucun élément imprévu. Sourd à toutes les objections élevées contre son projet de révision constitutionnelle, même par la plupart de ceux qui ont capitulé devant lui et les factieux d'Alger en 1958; plus que jamais pénétré du caractère providentiel de sa mission, mais conscient de la fragilité d'un système dont il reconnaît aujourd'hui qu'il n'aurait été bâti que pour lui, il tente d'assurer la survie du régime en aggravant son caractère personnel et autoritaire pour la concentration totale des pouvoirs aux mains d'un seul homme.*

*Cette évolution du régime était prévisible et inévitable. Elle est l'aboutissement logique des abandons de 1958 préconisés par les hommes et les partis qui s'effrayent aujourd'hui des conséquences de leur lâcheté et de leurs erreurs. Beaucoup ouvrent aujourd'hui les yeux. Il devient évident que combattre pour la démocratie signifie combattre le régime lui-même.*

*Le P.S.U. prendra toutes les initiatives nécessaires pour organiser et développer ce combat.*

que la route du viol de la Constitution était et resterait coupée, comme le fut naguère celle du fer.

Lorsqu'on a la vocation des prophéties, on ne se décourage jamais. Un autre qui, lors d'un fameux voyage à Colombey, en mai 1958, connut, nous a-t-il confessé, les heures les plus exaltantes de sa vie, et plaça fièrement son parti « à l'avant-garde de la V<sup>e</sup> République », comme en fait foi une belle affiche auquel les événements récents donnent toute sa saveur, « ne pouvait en croire ses oreilles ».

Ce viol n'est pas le premier et ne sera pas le dernier, si le général de Gaulle reste encore pendant quelque temps à l'Elysée. Il est conforme à ce qui était prévisible... et prévu. De Gaulle ne respecte pas sa propre légalité. Ceux qui lui en ont laissé la possibilité devaient le prévoir.

Tous les partis, sauf un, protestent aujourd'hui, après avoir, par leurs « oui » répétés, donné le feu vert à l'arbitraire et au pouvoir personnel sans contrepoids. Seuls les inconditionnels de l'U.N.R., y compris le comte de Paris, membre d'honneur, je le suppose, de cette organisation, et leurs frères, de moins en moins séparés, de l'U.D.T. (ils se sont déjà partagé les circonscriptions électorales), restent fidèles à un bien-être congénital, hors duquel ils perdraient leur raison d'être.

Comment va se traduire l'opposition des S.F.I.O., des radicaux, des indépendants et des fascistes, renforcée ou non par celle du M.R.P. déchiré par de cruelles hésitations. Les conjurés de l'Alma, qui affectent toujours d'ignorer le parti communiste, vont-ils travailler ensemble ou en ordre dispersé ?

Une motion de censure sera-t-elle cette fois votée ? Des élections législatives auront-elles lieu en même temps que le référendum plébiscitaire prévoyant l'élection du futur président de la République au suffrage universel ? Si le général de Gaulle l'emporte, son testament aura-t-il plus de chance que celui de son prédécesseur Louis XIV ou sera-t-il cassé par la VI<sup>e</sup> République, comme le fut celui du monarque absolu du XVII<sup>e</sup> siècle par le Parlement de l'époque ?

Toutes ces questions fournissent de beaux titres à la presse. Aucune d'elles ne pose cependant le vrai problème : celui de la démocratie authentique. Les institutions n'en constituent qu'un aspect. Elles ne suffisent pas à l'établir sur des bases solides. Les rivalités opposent le « capitalisme de papa »

attaché à des formes archaïques de production, de distribution et d'échange des richesses, au capitalisme moderne, plus progressif en matière de technique mais pas dans le domaine social, se traduisant par des luttes entre l'équipe actuellement au pouvoir et les nostalgiques d'une IV<sup>e</sup> République.

Ni les uns, ni les autres ne s'en prennent à la source des désordres et des injustices en s'attaquant à la structure du système. Ni le véritable régime présidentiel, ni la caricature qu'on nous en propose, ni le parlementarisme classique des convives de l'Alma ne nous apportent une solution si les leviers de commande de l'économie demeurent dans les mains d'une minorité de privilégiés, recherchant exclusivement l'accroissement de leurs profits.

Jamais les mots d'ordre de Front socialiste lancés par notre congrès de Clichy, en 1961, n'ont reçu une plus éclatante confirmation des faits : ce n'est pas tel ou tel excès, tel ou tel aspect particulièrement choquant du régime qu'il faut condamner, mais le régime lui-même. La succession qu'il faut préparer n'est pas celle d'une équipe pratiquant l'union nationale, vouée à l'impuissance comme l'ont été ses devancières, par ses contradictions internes, mais celle qui sera résolue à préparer enfin la transition vers le socialisme.

Tandis que d'autres déposent, devant un Parlement-croupion, des motions de censure contre un gouvernement dont ils ont été les fourriers, nous devons nous préparer à déposer devant les travailleurs une motion de censure contre le capitalisme.

Edouard Depreux.

## Communiqué du 24 septembre 1962

*L'hostilité des militants P.S.U. aux projets de référendum plébiscitaire du Président de la République est unanime.*

*Le comité politique national, convoqué pour les 6 et 7 octobre, recherchera la manière la plus efficace de lutter contre ces projets et contre le régime lui-même.*

*Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., profitera de la réunion qu'il tiendra le samedi 29 septembre, à 20 h 30, salle des Concerts, à Arras, pour exposer la position du Parti en face des problèmes de l'heure présente.*

# Après la conférence du Commonwealth

**C**ONTRE vents et marées, le gouvernement britannique semble décidé à entrer au Marché commun. Cela, on le savait avant même la conférence du Commonwealth. Depuis quelques années, l'itinéraire des dirigeants anglais a été intéressant à suivre : de l'indifférence glacée à l'égard des premiers vagissements « européens », des ministres de Sa Gracieuse Majesté sont passés à l'inquiétude économique pour aboutir aujourd'hui à une manière de panique politique.

C'est qu'il y a un fait à ne pas perdre de vue : depuis les Tudors, autrement dit cinq siècles, les Anglais vivent dans la hantise de l'unité de l'Europe continentale. Aujourd'hui on n'en est plus là. Après 1945, l'Angleterre s'est endormie sur ses lauriers. Elle n'a cru ni au redressement économique rapide ni au rapprochement politique de la France et de l'Allemagne. Tout occupée à jouer les courtiers entre Soviétiques et Américains, elle ne s'est pas aperçue que ce qu'elle avait toujours redouté était en train de s'accomplir. Maintenant il ne s'agit plus pour elle d'empêcher l'unité continentale : il s'agit de la contrôler, donc d'y participer.

Le premier, Macmillan l'a compris. Mais l'existence du Commonwealth, vaste ensemble d'intérêts économiques divers, constitué de territoires plus ou moins fraîchement émancipés et ayant pour dénominateur commun le lien particulier conservé avec l'ancienne tutrice, compliquait le problème. L'indispensable entrée dans

« l'Europe » allait contraindre Londres à sacrifier en partie les intérêts de nombre de membres du Commonwealth. Ne serait-ce pas alors le glas de l'Empire ? On imaginera dans quelle cornélienne situation des leaders conservateurs se sont trouvés.

## Le triple Commonwealth

A vrai dire, le problème européen en lui-même n'a pas sonné le glas de « l'Empire ». Il n'a fait qu'accélérer un processus historique. En effet, si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit vite que le Commonwealth est une construction somme toute fort artificielle, que l'évolution actuelle du monde est inéluctablement appelée à défaire un jour ou l'autre. La raison principale en est sans doute qu'il existe trois Commonwealth en un.

— Le « COMMONWEALTH BLANC » (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), de plus en plus tourné, le Canada surtout, vers la troisième zone d'attraction américaine.

— Le « COMMONWEALTH NOIR », sous-développé et particulièrement « complexe » à l'égard de la Communauté européenne où il voit assez justement une forme de néocolonialisme.

— Le « COMMONWEALTH ASIATIQUE » dominé par l'Inde et situé au carrefour géographique et idéologique de mondes capitalistes et communistes.

La souplesse de sa structure avait,

jusqu'ici, évité des crises au Commonwealth; d'autant plus, comme l'a dit Nehru, « qu'on avait toujours dis-

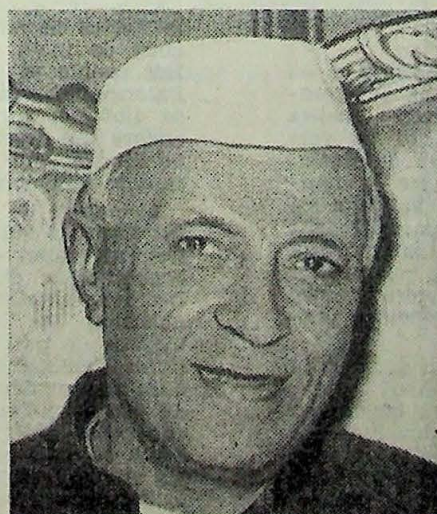
ture, elle n'écarte pas ceux de désagrégation.

## Elargir l'Europe

Macmillan livre maintenant la seconde bataille : contre sa propre opinion publique. Il doit aussi la gagner. Mais que dire d'un leader « socialiste », Gaitskell, pour ne pas le nommer, se faisant, à la Télévision, l'avocat de « l'Empire » contre le chef du gouvernement conservateur. Il y avait assez de terrains « de gauche » pour critiquer l'Europe des Six, sans aller se réfugier derrière les arguments des nationalistes des plus rétrogrades.

Quant à nous, socialistes sans guillemets, que devons-nous retenir de tout cela ? Certes, l'entrée de la Grande-Bretagne sera un contre-poids utile à l'axe belliciste Paris-Bonn. Mais l'adhésion britannique en elle-même ne saurait suffire. Pour neutraliser les va-t-en-guerre gaullistes et adénaucériens il faut encore élargir le cercle par-dessus les vraies frontières — celles des blocs militaires et des intérêts capitalistes — afin de bâtir la Communauté pacifique des peuples.

Georges Batelier.



(A.D.P.)

Nehru : « On a toujours discuté sans s'engager. »

cuté sans s'engager ». Aujourd'hui, les chefs du Commonwealth ont donné aux dirigeants anglais le « feu orange » pour leur éviter d'avoir à brûler le « feu rouge ». Mais l'unité morale du Commonwealth est ébranlée. Si la souplesse réduit les risques de rup-

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
58-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)







# MAFIA D'AUJOURD'HUI

## Activités et tendances

EN 1960 la Police de Milan a livré à la justice, des 23 crimes de sang commis dans la province lombarde. Dans le premier semestre de 1960, dans la seule ville de Palerme, sur 29 crimes de sang commis, sont restés impunis les auteurs de 13 homicides et de 4 tentatives d'homicide. Cela, c'est ce qu'on voit. On entend parfois parler des grèves de la faim de Dolci — il vient d'en commencer une, justement, pour la construction d'une digue à Partinico. L'on souligne que l'opposition à la digue vient de gens liés à la Mafia. Mais les rapports — les heurts — de Dolci et de la Mafia remontent plus loin...

Ce qu'on a vu aussi, récemment, qui a défrayé la chronique, c'est l'histoire des bons moines de Mazzarini, jugés en juillet dernier. Ces moines se faisaient les complices des bandits, allaient trouver les gens soumis aux racketts et leur conseillaient le paiement, se chargeaient même le cas échéant du transport des fonds... Ils ont été acquittés comme ayant agi en « état de nécessité », ce qui est assez drôle : en effet une lecture inattentive peut faire trouver cela normal « s'ils étaient contraints, ces bons pères » mais (voir *Il Mondo*, 24 juillet 1962) nul n'a prétendu qu'ils risquaient quelque chose à désobéir aux bandits !

Leur avocat a invoqué l'état de nécessité, je cite, c'est trop joli : « non parce que les moines se sont trouvés dans la nécessité de sauver leur propre vie, mais pour la nécessité de sauver la vie des gens soumis au rackett ». Magnifique, n'est-ce pas ? Pour un moine la vie est infiniment plus précieuse que l'argent — surtout pour un capucin, qui méprise l'argent. Un bandit vous dit : « la bourse ou la vie » — ou vous le fait savoir. Le moine vous dira : « Votre devoir est de sauver votre vie, payez donc ». Il fera l'intermédiaire. Et il sera acquitté, parce qu'il a agi en état de nécessité pour protéger votre vie.

Si l'affaire des bons moines de Mazzarini est à la fois scandaleuse et pittoresque, elle a cepen-

Des rapports avec les organisations criminelles américaines sont toujours bons. Les gangsters « revenus au pays » vers 1945 avaient rejoint et renforcé le clan de la vieille Mafia ; ceux qui arrivent aujourd'hui, expulsés comme indésirables par le gouvernement U.S., s'entendent mieux avec la « jeune » Mafia. L'opposition entre « jeune » et « vieille » Mafia existe ; il est de mode, dans le journalisme italien, de regretter la « vieille » Mafia et ses traditions chevaleresques, pour condamner le banditisme vulgaire de la nouvelle vague. En réalité la différence vient de la couche sociale et de l'activité pratiquée. La structure de la Mafia, avec ses « familles » et « branches » groupées à la fois par régions et par domaine d'activité, évite en principe les heurts violents ; toutefois, vers 1950, le heurt se produisit. L'enjeu était Palerme, ou plus exactement le transfert du marché des fruits et légumes, de la via Guglielmo il Buono au port.

Cette mesure était d'ailleurs en soi louable, comme le transfert des Halles de Paris. La lutte dura six ans, la jeune Mafia, qui contrôlait le port et le trafic de la drogue, étant « pour » le transfert, la vieille Mafia, qui contrôlait l'activité générale « des marchés », ce qui englobe aussi bien le trafic des engrais que la fourniture de main-d'œuvre agricole, était « contre » le transfert. En 1956 la jeune Mafia, à la suite d'une longue série de meurtres et d'attentats réciproques, avait acquis la suprématie, contrôlait le port et la ville. La mitrailleuse et la grenade remplaçaient la traditionnelle *lupara*, le fusil de chasse à canon scié chargé de chevrotines.

Et la contrebande de l'héroïne fut fructueuse. L'on a su que la drogue était passée souvent par cagoets d'oranges, dans des oranges évidées et « farcies ». Et Danilo raconte, (*Bandits à Partinico*), que les pêcheurs de Partinico étaient impuissants, en 1954, à se débarrasser des pêcheurs fraudeurs, armés et suréquipés. L'aventure de Dolci s'éclaire si l'on pense aux bateaux des *mafiosi* contrebandiers de cigarettes et de stupéfiants ; et les réticences des pouvoirs publics auxquels se heurta Dolci, assez peu explicables s'il s'était agi

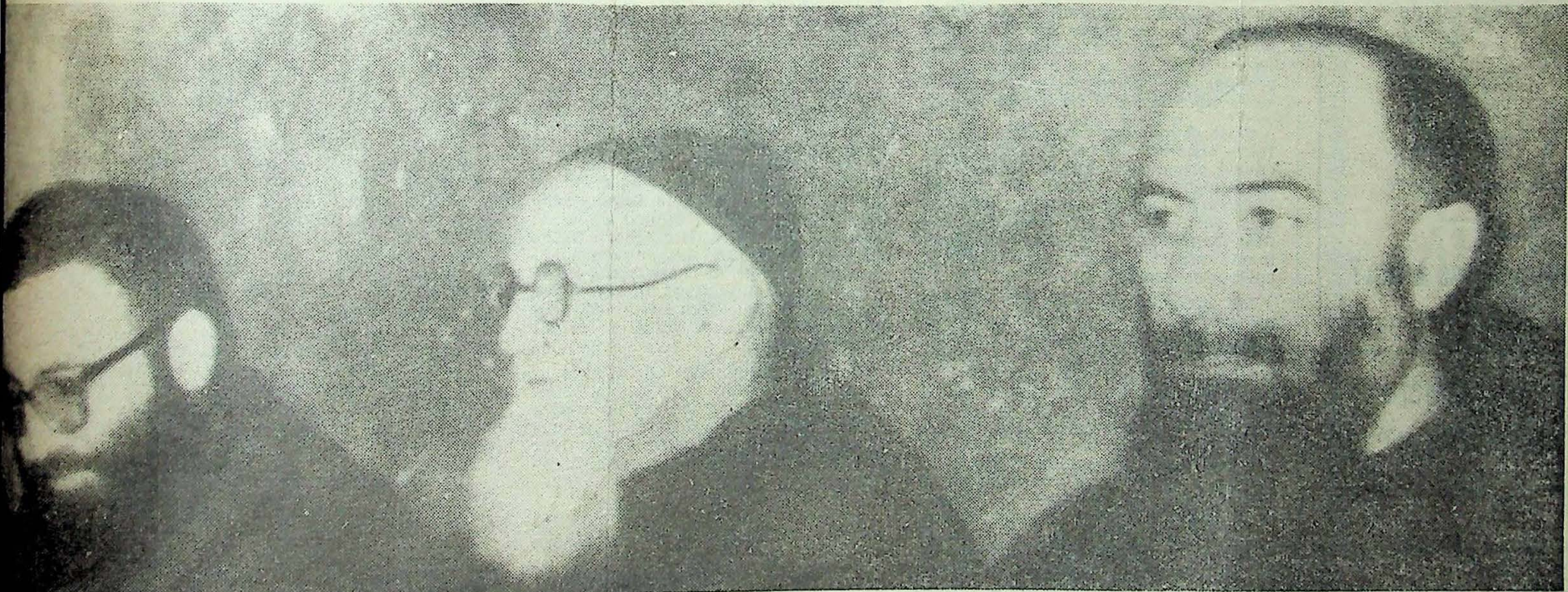
l'Etat et de l'amélioration de la communauté ».

Et cette envolée n'a, au fond, rien de si surprenant : en Amérique aussi, en face des syndicats, le gangstérisme a eu son rôle à jouer, rôle conservateur, rôle de lutte antiouvrière comme en Sicile il est antipaysan. Dans *Rinascita* du 4 août 1962, Giuseppe Berti écrit : « Si la Commission parlementaire d'enquête sur la Mafia ne s'échoue pas sur les bancs de Montecitorio (le Palais Bourbon italien), elle pourra certainement prendre connaissance du matériel immense qui peut, village par village, donner un tableau très exact, précis et impressionnant de la criminalité rurale. Prenons par exemple un tout petit village exclusivement rural des montagnes d'Agrigente, Lucca Sicula : le village où a été assassiné récemment par la Mafia justement, notre camarade Paolo Bonfiglio.

Ce crime est arrivé voici peu de temps ; mais on ne comprend pas toute sa gravité si l'on ignore que dans ce petit pays (un peu plus de 2.000 habitants) en quelques années treize paysans ont été assassinés, en treize crimes typiques de la Mafia, sans que jamais aucun responsable soit identifié, sans que personne ne soit traduit en justice, sans même que personne n'ait été arrêté... Si je pouvais écrire ce que je ne puis sans compromettre la vie des camarades secrétaires des Bourses de Travail, ou des sections communistes, ou des maires de certains pays de Mafia, je dirais à quelles pressions, à quelles menaces ils ont été soumis, je ne dis pas ces derniers mois, ni ces dernières semaines, mais précisément ces derniers jours. »

## Et maintenant

VOILA donc à quoi le gouvernement de centre-gauche actuellement au pouvoir en Italie veut s'attaquer ; voilà l'ensemble — brossé à grands traits — du phénomène qu'une commission parlementaire d'enquête va essayer de cerner. Quelles sont les chances de succès ? Il est bien tôt pour le dire. Certes il y a quelques atouts, du côté des



(A.F.P.)

moines de Mazzarini, jugés en juillet dernier, a attiré l'attention du monde sur la Mafia... et les révérends furent d'ailleurs acquittés.

seulement de protéger des pêcheurs pirates, deviennnent plus claires si c'est à l' « honorable société » que les pêcheurs du golfe de Castellamare eurent affaire.

Aujourd'hui donc, la Mafia, si elle n'a plus le même visage qu'au début de ce siècle, n'en est pas moins efficace et organisée. La prison Ucciardone de Palerme a donné lieu à quelques retentissants scandales, tantôt pittoresques, tantôt sanglants, qui démontraient comment l'organisation régnait à l'intérieur même de cette prison. La Mafia a, grâce à son infiltration dans la Démocratie Chrétienne, des appuis complaisants, et aussi un service de public-relations assez au point. Ce n'est pas un sujet tabou ; mais les journalistes qui en parlent renchérissent sur son côté pittoresque, évoquent la noblesse de l' « omertà ».

Si l'américanisation de la Mafia a été soulignée lors du décès récent (janvier 1962) de Lucky Luciano, probablement empoisonné, l'on a pu lire (et Michele Pentaleone en donne de beaux échantillons) d'assez incroyables textes écrits par des journalistes et hommes politiques, pour chanter la gloire de don Calogero Vizzini, grand chef de la Mafia. A l'occasion de la mort de Don Calo, G.G. Lo Schaivo, président de la Cour de Cassation, écrit : « Aujourd'hui l'on cherche le nom d'un successeur qui en soit digne, dans la charge qu'il tenait au sein de la confrérie occulte. Puisse son œuvre être dirigée sur la voie du respect de

adversaires de la Mafia : les structures de la société, même en Sicile, bougent, même si c'est avec une lenteur bien plus grande que dans le reste de l'Italie. La Mafia, qui s'est rapprochée du gangstérisme classique tout en conservant bien des traits traditionnels, devient plus vulnérable en face d'une police moderne décidée à la mettre à la raison.

La bourgeoisie néo-capitaliste peut penser qu'elle n'a plus un besoin primordial de la Mafia comme alliée dans la conservation de l'ordre social. Dans la Démocratie Chrétienne elle-même, des voix se sont élevées pour dénoncer la collusion entre ce parti et la Mafia. Mais cela suffira-t-il ? Ou bien les relations, les complaisances, vont-elles continuer à maintenir en Sicile ce cancer, et faudra-t-il attendre l'alignement total, au point de vue économique, de la Sicile avec l'Italie du Nord, chose qui n'est pas pour demain ? La bataille menée dans la presse et au Parlement par les socialistes et les communistes peut, peut-être arriver à remuer l'opinion publique, à pousser le gouvernement centre-gauche à des mesures énergiques. Il faut au moins l'espérer — pas seulement pour les Siciliens eux-mêmes, mais aussi pour toute l'Italie, qui se ressent finalement de ce phénomène qu'elle tend un peu à ignorer, à traiter avec l'éloignement condescendant des phénomènes folkloriques.

P.-L. Thirard.

Parmi les interventions soulevées par cet article, signalons que Giuseppe Berti conteste que la Mafia rurale ait disparu, et que Felice Chilanti insiste sur le caractère typiquement *mafioso* dans les détails, de l'organisation de rackett de Mazzarini.

Il ressort de ce débat que même si la bande de Mazzarini n'était pas en relation directe avec la Mafia centralisée, elle exerçait un type d'activité profondément proche, inimaginable ailleurs que dans un pays ainsi habitué au pouvoir para-légal de l' « honorable société ».

Mais tout cela, c'est ce qui se voit. Que sait-on de l'organisation aujourd'hui ?



Week-end d'études

Les fédérations de Seine-Banlieue et de Paris organisent en commun, dans la vallée de Chevreuse, un week-end d'études consacré à

« PARIS ET SA REGION »  
les 29 et 30 septembre 1962

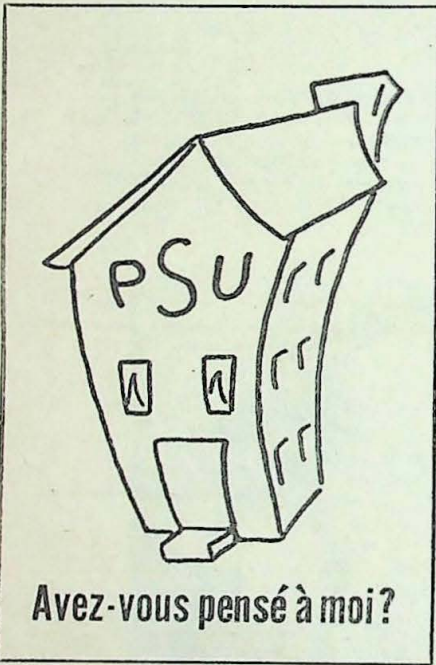
Au programme :

- brève histoire de Paris ;
  - la région parisienne d'aujourd'hui ;
  - logement et urbanisme ;
  - problèmes de l'action municipale ;
  - le P.S.U. à Paris et en banlieue.
- Les inscriptions sont reçues aux secrétariats des deux fédérations, 8, rue Henner, Paris (9<sup>e</sup>).

Conférence Nationale Economique

La conférence nationale économique se tiendra samedi 29 et dimanche 30 septembre prochain, à la Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau, à Paris-10<sup>e</sup> (métro : Colonel-Fabien; autobus 75). Ouverture des travaux samedi, à 10 heures.

Rappelons que les animateurs de groupes d'entreprises P.S.U., les syndicalistes membres du Parti doivent participer à cette conférence où les fédérations sont également invitées à se faire représenter.



PETITES ANNONCES

TRES URGENT. Camarade étudiant cherche chambre (de préférence à proximité du quartier Latin), à environ 150 NF. Ecrire au journal qui transmettra.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris (XV<sup>e</sup>)  
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner  
Paris (IX<sup>e</sup>)  
PIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois ..... 5 NF  
6 mois ..... 10 NF  
1 an ..... 19 NF  
Soutien ..... 30 NF

Publicité :

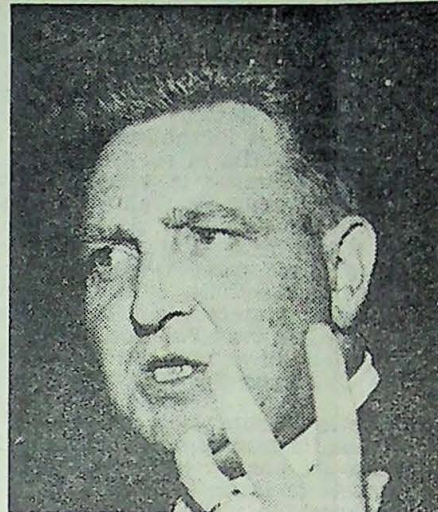
Geneviève Mesguiche  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup>.

LES SYNDICATS FACE AU RENDEZ-VOUS D'AUTOMNE



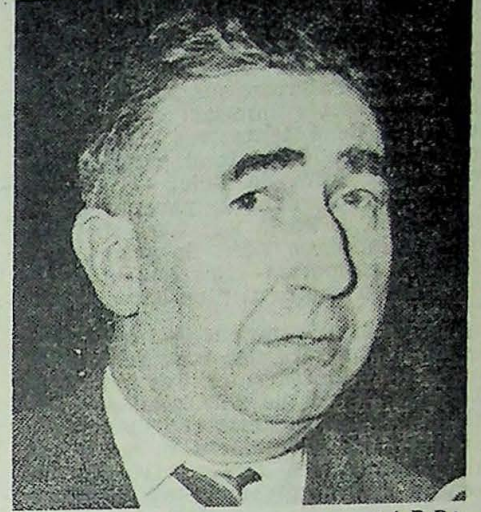
(A.D.P.)

B. FRACHON (C.G.T.)



(Photo Hubert)

E. DESCAMP (C.F.T.C.)



(A.D.P.)

R. BOTHEREAU (F.O.)

Le classique rendez-vous d'automne entre, d'une part, les syndicats ouvriers, d'autre part le gouvernement et les représentants du patronat, avait été cette année annoncé à son de trompe plusieurs mois à l'avance. Pour tenter de calmer l'agitation qui s'était manifestée avant les vacances, le gouvernement avait annoncé pour la rentrée une confrontation véritable des revenus.

Mais pour confronter les revenus des différentes catégories sociales et affecter à chacun la part qui lui revient, il faudrait encore connaître exactement ces revenus. Si les déclarations fiscales permettent d'évaluer à peu près ceux des salariés, il n'en va pas évidemment de même pour les revenus des industriels, des professions libérales, des agriculteurs, etc.

C'est ce que ne manquent pas de faire observer les dirigeants syndicaux à propos des chiffres fournis par le ministère des Finances et par l'I.N.S.E.E., lesquels tendent à démontrer qu'au cours des dernières années les revenus des salaires ont augmenté plus vite que ceux des autres catégories sociales.

Les controverses sur les chiffres n'empêchent pas les syndicats de défendre leurs revendications au besoin par l'action directe et cela d'autant plus que la hausse des produits alimentaires est particulièrement sensible aux salariés. D'autre part, la poursuite de l'expansion donne aux syndicats un argument de poids. A cet égard, un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique souligne que le miracle français paraît aussi évident que « le miracle italien » et « le miracle allemand », malgré les insuffisances en matière de construction, d'enseignement et de développement régional.

M. Rungis a fort bien souligné ici la nécessité d'une amélioration prioritaire des catégories les plus défavorisées : salariés non qualifiés payés au S.M.I.G. ou peu au-dessus du S.M.I.G., salariés du secteur public (fonctionnaires et agents des entreprises nationales), vieillards et pères de famille. Il semble d'ailleurs que le gouvernement, soucieux d'éviter de trop graves ennuis en ces conjonctures préférendaires et pré-électorales, en soit conscient dans une certaine mesure. Cependant, la véritable « confrontation », celle qui se déroulera au niveau des branches d'industrie est à peine engagée.

Encore peu de conflits

La « trêve » des vacances a été à peu près respectée sur le plan social. Les conflits en cours sont essentiellement des conflits de reconversion.

Ils ont pour objet des mesures de licenciement décidées à la suite de transferts ou de réorganisation des entreprises : fabrique de tubes Valanec, à Aulnoye, ou sociétés étran-

gères telles que Remington (machines à écrire à Calluire) et General Motors (équipement électro-ménager). Il est vrai que les fabriques de réfrigérateurs situées en France connaissent des difficultés du fait de la concurrence que leur fait, dans le cadre du Marché commun, l'industrie italienne qui exploite la main-d'œuvre abondante et peu exigeante du Sud, laquelle, selon la C.F.T.C., a des conditions de travail et de salaire « qui ne sont pas conformes à l'esprit des accords et traités européens ».

Indiquons, d'autre part, qu'un important accord relevant les salaires et prévoyant un système d'indemnisation du chômage partiel vient d'intervenir dans le textile. Cet accord, signé par F.O. et la C.F.T.C., combattu par la C.G.T., comporte en outre des dispositions stipulant qu'aura lieu chaque année un examen d'ensemble de la situation des salaires au regard des perspectives du Plan et de sa réalisation effective, ainsi que de l'évolution de la situation économique du pays (sans que cela implique de la part des signataires une adhésion formelle aux objectifs du Plan). Dans le secteur public, des conversations sur les salaires de base sont engagées avec les directions du Gaz et de l'Electricité de France. La commission mixte de la S.N.C.F. se réunit prochainement.

Mais revenons aux objectifs généraux des centrales, sur lesquels elles sont d'autant plus tentées de mettre l'accent que les élections du 6 décembre pour la Sécurité sociale vont leur permettre de mesurer leur représentativité.

Liberté de discussion pour les salaires

F.O. et la C.G.C. soulignent leur attachement au principe de la libre discussion des salaires entre organisations syndicales et patronales. Le bureau confédéral de Force Ouvrière « tient à faire remarquer que son opposition à une politique autoritaire du salaire n'a rien de commun avec les participations aux instances officielles telles que la confédération pratique en toutes circonstances ». Pour les dirigeants de F.O., un dirigisme total des salaires aboutirait à porter atteinte aux libertés publiques. Le secrétaire d'Etat au Travail, M. Grandval, assure de son côté qu'il ne sera pas « porté atteinte à la libre discussion des salaires ».

La C.F.T.C. et la C.G.C. mettent l'accent sur la nécessité de revaloriser les salaires dans le secteur nationalisé et la fonction publique. Déplorant « l'étatisation de plus en plus poussée des entreprises nationales », la C.G.C. demande la « suppression du salaire » octroyé « par la possibilité donnée aux organisations syndicales de discuter effectivement des conditions de rémunération avec les directions d'entreprises (ou d'Etat) ».

D'autre part, la C.G.C. affirme son « opposition aux opérations « anti-

hiérarchiques » dans la fonction publique, alors que le recrutement des cadres, surtout dans l'enseignement, est sans cesse plus malaisé ».

En ce qui concerne le secteur privé, les syndicats se montrent soucieux de réduire les écarts entre les salaires promis et les salaires effectivement pratiqués.

Augmentation du S.M.I.G.

Toutes les centrales réclament une augmentation du S.M.I.G. fixé par l'Etat, augmentation qui ne peut que fournir une base plus solide aux revendications de l'ensemble des salariés. Pour la C.G.T., le S.M.I.G. devrait atteindre 230 NF de l'heure ; pour la C.F.T.C., 242 NF. M. Grandval, quant à lui, n'a avancé aucun chiffre, mais a promis une revalorisation du S.M.I.G. avant la fin de 1962.

Selon la C.G.T., l'indice en préparation « porte en germe de plus larges possibilités de manœuvres gouvernementales pour bloquer artificiellement le mécanisme de revalorisation du S.M.I.G. La C.G.T. entend promouvoir la mise en place d'un indice de référence « dont l'honnêteté ne saurait être mise en doute ». La C.F.T.C. demande la réunion d'urgence de la commission supérieure des conventions collectives « afin d'établir un véritable budget-type tenant compte de l'évolution des besoins ».

Réduction des abattements de zones

M. Grandval s'est engagé à procéder avant la fin de l'année à un « aménagement » des zones de salaires. Il se déclare favorable à la suppression progressive de ces zones, mais dans un délai qui ne peut être encore fixé. Toutes les centrales sont attachées à cet objectif, mais on peut être sceptique sur la réalité de la réalisation.

Un autre objectif permanent des syndicats est la réduction de la durée du travail sous la double forme : retour aux 40 heures, quatrième semaine de congé. Le secrétaire d'Etat au Travail répond en rappelant que le 4<sup>e</sup> Plan ne prévoyait la diminution générale de la durée du travail qu'en 1965.

Pour terminer, rappelons que le bureau confédéral de la C.F.T.C. a souligné qu'une politique de revenus « nécessite de nouvelles structures économiques, une coordination et un contrôle des investissements, une politique efficace des prix et la limitation des profits capitalistes ». Il est permis de douter que la situation politique actuelle permette de telles mesures.

Enfin, quel que soit le nombre des revendications, il semble peu probable que des luttes de grande envergure éclatent prochainement.

Maurice Combes.



## Politique étrangère

### “Le peuple français nous a aidés” m'ont dit les Algériens de la rue

Alger, ... septembre 1962.

J'ai été pendant douze jours à Alger. J'y ai vu des représentants du F.L.N., de l'ALN, des membres de l'Exécutif provisoire, des syndicalistes de l'U.G.T.A. et de l'U.G.E.M.A., des journalistes d'« Alger Républicain » et d'« El Moudjahid ».

J'ai eu aussi des conversations dans la rue avec des ouvriers, des employés, des étudiants.

J'ai trouvé partout beaucoup de sympathie pour notre parti. Le P.S.U. est bien connu des Algériens qui apprécient ses efforts dans la lutte pour la paix en Algérie.

J'ai constaté aussi la grande maturité politique du peuple algérien ; malgré le conflit qui déchire ses dirigeants dont les querelles personnelles sont souvent jugées très sévèrement. J'ai entendu de simples ouvriers formuler des jugements politiques inattendus. Lorsque je m'en étonnais, je recevais la réponse : « Ce peuple a été mûri par la souffrance. »

#### L'attitude des syndicalistes

Les syndicalistes de l'U.G.T.A. ont, dès le début, refusé de prendre parti dans le conflit des dirigeants du F.L.N., malgré les sollicitations de tous les clans. Je dois rappeler à cette occasion la vive sympathie de l'U.G.T.A. pour notre parti. Dans le bel immeuble du Foyer Civique où le bureau de l'U.G.T.A. venait de s'installer, j'ai été reçu par le bureau au complet. Les camarades de la centrale syndicale algérienne m'ont affirmé qu'ils avaient fait une exception pour un représentant du P.S.U. en me recevant ainsi, car s'ils recevaient tous les journalistes et tous les amis qui viennent les voir, ils ne pourraient guère travailler.

Les camarades de l'U.G.T.A. m'ont précisé déjà à ce moment les positions qu'ils allaient prendre au cours d'importantes manifestations populaires — nécessité de l'unité de tous les dirigeants algériens, élection d'une assemblée constituante vraiment représentative et mise en application du programme socialiste, voté à l'unanimité par le C.N.R.A. à Tripoli. Les dirigeants de l'U.G.T.A. ont insisté surtout sur la nécessité de réaliser rapidement la réforme agraire et d'ouvrir immédiatement des usines pour procurer du travail aux chômeurs.

« Si le patronat n'ouvre pas ses usines dans un bref délai, il faudra les faire démarrer sous la direction des comités de gestion », m'ont-ils déclaré.

Cette idée a été ensuite exprimée par Ben Bella dans un de ses discours. Les camarades de l'U.G.T.A. m'ont affirmé qu'ils disposent de cadres suffisants pour assurer le démarrage des usines et qu'ils comptent sur l'arrivée de techniciens de France et d'autres pays.

#### Le problème de l'enseignement

Dans mon entrevue avec les camarades de l'U.G.T.A. et de l'U.G.E.M.A., on a soulevé tout d'abord le problème de l'enseignement. La rentrée scolaire préoccupe vivement les dirigeants du syndicalisme ouvrier et étudiant. Un grand nombre d'enseignants sont partis sans espoir de retour. Il faut que leur relève soit assurée par des enseignants venant de France. Les organisations syndicales algériennes sont en contact avec les organisations d'enseignants français et comptent sur leur aide indépendamment des accords signés entre les gouvernements. Ils comptent aussi sur l'appel de notre parti.

A cette occasion, il faut dire que la délégation des professeurs du P.S.U. a été très bien accueillie et que j'ai entendu beaucoup d'éloges sur le travail de notre camarade Pierre Claude qui s'est chargé des cours préparatoires pour les élèves des lycées pendant les vacances. Il est urgent d'assurer la rentrée dans l'enseignement primaire et secondaire et d'organiser cet automne une session au baccalauréat.

Je dois ajouter que, malgré le programme d'arabisation de l'enseignement, l'enseignement français jouera encore un rôle primordial en Algérie. La question de l'arabisation de l'enseignement n'a pas encore été tranchée au dernier congrès de l'U.G.E.M.A.

J'ai lu attentivement pendant mon séjour à Alger le quotidien *Alger Républicain* qui paraît maintenant

sur quatre pages. Ce journal mène avec courage la lutte contre toutes les séquelles du colonialisme et dénonce avec vigueur la parution ininterrompue de la *Dépêche d'Alger*, journal ex-colonialiste et pro-O.A.S.

Si la *Dépêche* continue de paraître et *Alger Républicain* se heurte aux multiples brimades et difficultés (interdiction dans certaines localités, impossibilités pour l'instant de récupérer son ancien local), cela est dû en premier lieu à ses attaches avec le P.C.A. (parti communiste algérien).

#### Visite à la rédaction d'Alger Républicain

J'ai été très bien reçu à la rédaction d'Alger *Républicain* et son rédacteur Benhasine m'a affirmé que ce n'est pas le journal du P.C.A. Cependant, lorsqu'il m'a dit que son journal ne publierait jamais des articles comme ceux d'Emmanuel d'Astier dans *Liberation* ou comme les articles « anticommunistes » de notre camarade Claude Bourdet, j'ai été suffisamment éclairé.

Je suis persuadé — et je l'ai dit au rédacteur d'Alger *Républicain* — que la *Dépêche* continue à paraître parce que le F.L.N. était jusqu'ici incapable d'éditer un quotidien et ne veut pas laisser le monopole à un journal proche du P.C.A.

Le camarade Benhasine m'a aussi clairement défini son attitude politique en disant : « Je suis contre le PARTI UNIQUE en ce moment, mais je serais pour si c'était un parti marxiste-léniniste. »

A cause de la querelle interne, le F.L.N. n'est même pas capable d'assurer la parution régulière de l'hebdomadaire *El Moudjahid* en arabe et en français. La rédaction d'El Moudjahid s'est installée dans le local de l'ancien *Echo d'Alger*. Le rédacteur, Reda Malek, a critiqué un « certain goût du sensationnel » dans la presse de gauche française à propos des derniers événements d'Algérie, mais il a exempté la *Tribune Socialiste* de cette accusation.

#### Pas de haine contre le peuple français

Nulle part, je n'ai trouvé la moindre trace de haine contre le peuple français. Tous les Algériens que j'ai rencontrés ont reconnu la différence qui existe entre le comportement des Français d'Algérie et celui des Français de la métropole.

« Les Français ont fait ici autant de mal que les Allemands en France », m'ont dit trois ouvriers algériens que j'ai rencontrés à l'entrée du jardin zoologique. — « Jamais, auparavant, nous n'aurions osé venir ici visiter les jardins d'essai. S'il y avait un attentat, on aurait tout de suite été arrêtés, exposés à des sévices et à des tortures. »

— Alors, vous haïssez les Français? leur ai-je demandé.

— Pas le peuple français, m'ont-ils répondu. Le peuple français nous a aidés.

— Comment?  
— Il y a eu des manifestations en France pour la paix en Algérie, et, aux deux référendums, le peuple français a voté pour nous.

On peut penser ce qu'on veut de cette réponse, mais elle dénote une certaine maturité politique.

— Que pense-t-on des pieds-noirs en France?

C'est la question que m'ont posée de prime abord quelques Algériens installés à la terrasse du Milk-Bar de la rue d'Isly. Ils étaient très contents d'apprendre qu'on est généralement sévère pour le comportement des pieds-noirs.

— Le peuple français n'est pas raciste comme les Français d'ici. Jamais auparavant nous n'aurions pu nous asseoir sur une terrasse de café dans ce quartier.

Tous les Algériens que j'ai rencontrés ont entendu parler des manifestations en France pour la paix en Algérie, et je dois même dire qu'ils ont exagéré le rôle des masses populaires françaises.

Tous les Algériens ont affirmé leur volonté de collaborer avec le peuple français.

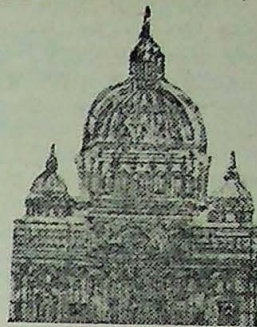
Certains d'entre eux ont entendu parler de notre parti. Les Algériens venant de France ont nettement marqué la différence entre le P.S.U. et le P.C.F. contre lequel ils avaient beaucoup de griefs.

Julien Kanfer.

# JULLIARD

## TADEUSZ BREZA la porte de bronze

A la veille du Concile œcuménique, LA PORTE DE BRONZE, chronique de la vie vaticane, ne peut manquer d'avoir en France un très grand retentissement. A Rome, au Vatican affluent prières, messages, suppliques, rapports. De Rome, du Vatican émane une immense puissance spirituelle. Mais derrière les grandes portes du Saint-Siège, c'est toute une organisation d'Etat avec ses rouages et ses mécanismes compliqués : administration, conceptions politiques et religieuses. Le Vatican dirige trois cent quarante millions d'âmes de par le monde. Comment fonctionne-t-il? Tadeusz Bresa, un diplomate polonais, a forcé la porte de bronze du Trône de Saint-Pierre et nous en livre les secrets. Les grands, ceux de l'Etat.



1 vol. 18 NF

## AMAR OUZEGANE le meilleur combat

Amar Ouzegane, revenu à l'action politique militante avec la Révolution de novembre 1954, fut jusqu'en 1958 une sorte de conseiller idéologique occulte de la Zone Autonome d'Alger. C'est à ce titre qu'il fut le principal rédacteur de la « Plate-forme de la Soummam ». LE MEILLEUR COMBAT est la première étude de fond sur l'histoire et les problèmes du mouvement révolutionnaire algérien.

1 vol. 16,80 NF

## ERNEST MANDEL traité d'économie marxiste

LE MARXISME EST-IL DÉPASSÉ? C'est à cette question entre plusieurs autres que tente de répondre Ernest Mandel. Cet important ouvrage, qui vient à son heure pour aider à faire le point, doit prendre sa place dans toute bibliothèque de l'homme du XX<sup>e</sup> siècle.

2 forts vol. 45 NF

## WALTER LIPPMANN l'unité Occidentale et le Marché Commun

Traduit de l'américain par Hugues de Giorgis

Le Marché Commun face à l'Europe, aux États-Unis, le Marché Commun et les options politiques qu'il impose, telles sont les principales questions abordées par Walter Lippmann, l'un des principaux éditeurs politiques de notre temps.

1 vol. 6 NF

## SAADI YACEF souvenirs de la bataille d'Alger

Décembre 1956 - septembre 1957 : grèves, bombes, ratissages, disparitions, tortures... Les neuf mois de ce qu'on appela la « bataille d'Alger » furent l'un des épisodes les plus dramatiques de toute la guerre d'Algérie. Mais ils apparaissent aussi avec le recul, comme l'un des plus décisifs. On en a déjà beaucoup écrit sur la « bataille d'Alger ». Mais c'est la première fois qu'un de ses principaux protagonistes prend la parole.

1 vol. 7,50 NF

## ANIA FRANCOS



## la fête cubaine

« Ania Francos nous introduit au cœur de ce peuple qui redécouvre sa joie de vivre, sa dignité, son héroïsme son besoin de fraternité. Le ton est chaleureux, et le lecteur ne peut que participer à cette enivrante « fête cubaine » au rythme de Carnaval ».

Clyde JULIEN « Le Monde »

1 vol. 15 NF

## CHARLES TILLON les



Témoignage pour servir à  
l'Histoire de la Résistance

1 fort vol. 27 NF

JULLIARD



## Thérèse DESQUEYROUX

de Georges FRANJU

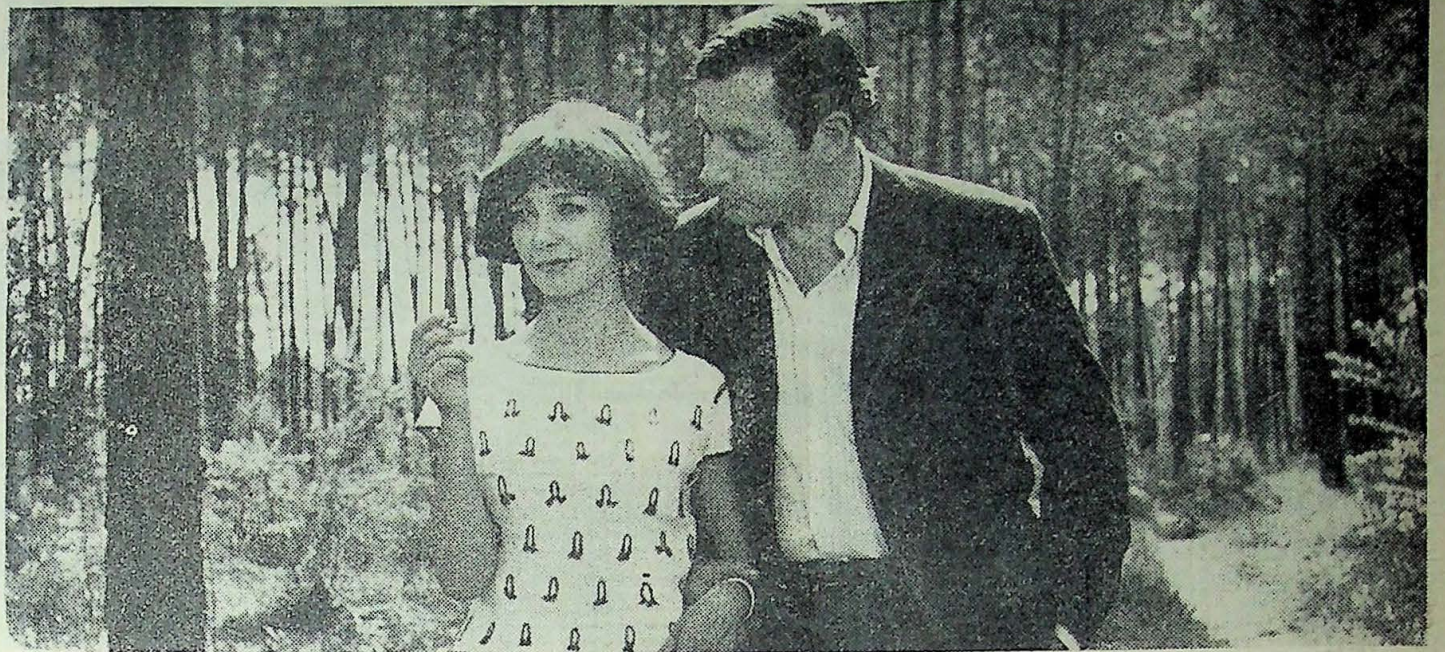
**N**OUS attendions ce film avec beaucoup de curiosité : Qu'allait donner la collaboration de Georges Franju, l'académiste numéro un du cinéma français, celui qui scandalisa une salle de bien-pensants lyonnais un jour en déclarant : « Moi, ce que j'aimerais bien filmer, c'est la Faute de l'abbé Mouret, parce qu'il y a un curé qui b... » — et de François Mauriac ?

Eh bien ! ce n'est pas explosif, on ne peut pas dire que, ce soir, Mauriac ait gagné le match : il ne semble pas y avoir eu match. Superbe-ment, le grand seigneur Franju s'est borné à illustrer le roman, à diriger excellentement ses interprètes à restituer autant que possible cette atmosphère étouffée et caractéristique de la province mauriacienne.

Et cette soumission du metteur en scène — si elle nous vaut un plaisir visuel rare, un émerveillement assez froid devant un tel talent d'illustrateur — aboutit à un effet secondaire, dont je ne sais s'il fut recherché ou non par Franju. Filmé avec rigueur et malgré la modernisation du décor, et malgré de multiples commentaires autorisés nous expliquant qu'aujourd'hui cette situation peut toujours exister — l'histoire de Thérèse Desqueyroux, l'empoisonneuse, paraît brusquement, à un spectateur un peu conscient, vieillie. Pour adapter Thérèse à notre époque, pour nous rendre sensible son drame, il eût fallu autre chose que le roman, expliquer et démontrer des ressorts que Mauriac, resté maître d'œuvre, n'a pas eue de démontrer. Faute de recul envers le roman, l'irrespect, c'est le spectateur qui devient irrespectueux et qui se trouve brusquement sensible au ridicule de l'histoire. Car si Thérèse n'avait pas essayé d'empoisonner son mari, elle n'aurait pu aller, comme elle le souhaitait, vivre à Paris... C'est, sur le mode tragique, le correspondant de Divorce à l'italienne ! Le point de départ est le même dans cette société, on ne divorce pas donc, comment s'arrange-t-on ?

Le film ne souligne pas tellement non plus le côté Bovary de Thérèse. Certains spectateurs hâtifs y verront peut-être la peinture d'une révolte contre une société bourgeoise — alors qu'il s'agit bien plutôt de la peinture d'une fausse révolte — le fait que Thérèse, par toutes ses fibres, soit du côté de sa famille, de son milieu, met en lumière tout ce qu'il y a de contentement dans son esclavage. Et ce qu'il y a de finalement logique, dans l'esquisse de réconciliation finale entre Thérèse et son mari.

L'interprétation excellente de



## Livres

## "DERRIERE LA BAIGNOIRE"

**C**OLETTE AUDRY vient de consacrer un livre (1) à sa chienne Douchka. Contrairement à tous les conteurs animaliers, Colette Audry, parlant de son berger allemand, n'essaie pas de prêter des sentiments humains à l'animal, mais parle des hommes, s'interroge sur elle-même.

Comment un être se laisse-t-il séduire par un chien, comment lui fait-il une place dans sa vie, tels sont certains problèmes qu'aborde Colette Audry. Elle détaille les rapports ambigus qui s'établissent, où attachement et agacement se mêlent.

Douchka finit par mourir, cachée derrière la baignoire, et le livre s'achève sur une réflexion sur la vieillesse, la mort, la culpabilité. Nous avons pensé qu'il serait intéressant de parler de ce livre avec Colette Audry, et de lui demander d'abord pourquoi elle a choisi ce sujet.

Colette Audry. — C'est une histoire de bête, mais c'est surtout un moment de ma vie. En même temps que la mort de mon chien, j'ai assisté à d'autres morts. Mais la mort de mon père représentait trop de choses. Le chien a pu être circonscrit et donner la mesure d'un livre. J'ajouterais qu'il n'y a pas de grands sujets, tout dépend de la manière dont c'est traité. Il y a un vers de Lamartine qui dit : « Rien n'est grand, rien n'est vil, l'âme en est la mesure. » Je dirais plus volontiers : l'homme.

— Vous traitez souvent le chien comme une expérience.

Colette Audry. — La possession d'un chien pose des problèmes. Une partie du livre concerne l'incompatibilité du chien et de la vie politique. Sur un autre plan, il se manifeste en nous, face au chien, un désir de domination morale et physique. Par ailleurs, dans tous les domaines de la vie, les sentiments socialistes sont confrontés avec le poids du passé.

« Prenons un exemple : je suis attachée à la Bretagne telle qu'elle est actuellement. Mais s'il fallait, pour détruire sa misère, détruire son charme (ses haies, ses fermes isolées, sa sauvagerie), j'accepterais, mais je ne pourrais m'empêcher d'avoir des regrets. »

— Vous vous faites scrupule de tranquiliser votre chien à coups de largactyl, drogue qu'on donne habituellement aux fous. Mais il se peut que le chien soit heureux, comme le sont les gens qui se droguent. Ce n'est que socialement qu'un drogué est immoral, car il se détourne de la société, obscurcit sa conscience. Mais un chien n'a pas de conscience, la société n'existe pas pour lui.

Colette Audry. — Ce qui compte, ce n'est pas l'être à qui on administre la drogue, mais le fait de s'arroger ce droit. Quand on veut la liberté des hommes, toute attitude qui refuse la liberté à un être donne l'impression qu'on se conduit mal. Je pense, par exemple, qu'un être qui ne serait entouré que de chiens et de chevaux ne pourrait pas être socialiste. Habitué à dompter, il n'est pas formé à laisser la liberté aux autres.

« Pourtant, à l'intérieur de nous, plusieurs niveaux co-existent. Et cela m'a toujours préoccupé de voir que des êtres ayant une solide formation politique gardent des zones de régression. Je me rappelle, lors d'une réunion de trotskystes et bordigistes italiens, avoir vu un homme gifler sa femme. On ne peut être socialiste et gifler sa femme. Pourtant, à l'intérieur de nous, les niveaux se superposent. C'est ce que j'ai voulu dire en écrivant : « Un beau matin, vous vous réveillerez dans la peau d'un féodal, et c'est un chien qui a fait cela de vous. »

— Dans les milieux de gauche, il y a une certaine hostilité contre le chien, et aucun auteur de gauche n'a traité de ce sujet.

Colette Audry. — En socialiste,



par Colette AUDRY

on pense qu'on n'a pas tellement de force, de temps, de sympathie à dépenser, que tout ce qui est donné aux bêtes est refusé aux hommes. Sur le plan logique, c'est vrai. Il y a une complaisance à soi-même dans le fait d'avoir un chien. Pour cette raison, j'ai longtemps refusé d'en avoir un. Ce que je n'aime pas, c'est que certains disent que les bêtes valent mieux que les hommes. Ils y trouvent la justification d'une misanthropie à base de lâcheté, de peur de l'humanité.

— Mais pourquoi s'attache-t-on à un chien ?

Colette Audry. — C'est un rapport sensuel qui n'engage à rien, une liberté irresponsable. On donne libre cours au toucher. Il est probable que pour certaines de nos zones érotiques diffuses, l'animal est un exutoire, répond à un besoin. Avec un enfant, cela pose des problèmes. Dans un enfant, il faut réserver la liberté de plus tard, même lorsqu'il n'est pas encore libre.

« Un animal, c'est une vie à l'état pur dans la mesure où il ne parle pas. Une vie qui remue, une vie sans prix aux deux sens du terme : sans valeur quand le chien est là, et pourtant précieux, et que rien ne remplace. »

— Certains ont voulu voir dans votre livre le problème de l'intellectuel découvrant les « forces vitales » ?

Colette Audry. — Le propre de l'intellectuel est de prendre une distance sur la vie jaillissante et il pense dominer cette vie. Lorsqu'elle s'impose, il voit le rôle qu'elle joue, les nouvelles possibilités qu'on y découvre. En terminant mon livre, je suis restée devant un problème : comment un être qui ne peut dissocier sa vie de la parole peut-il établir une communication avec un chien ? Car un être qui ne parle pas n'est pas un être humain. Et pourtant...

O. HAHN.

(1) « Derrière la baignoire », Gallimard, Editeurs.

## Allo !... Brigade spéciale

**V**OICI, signé Blake Edwards, un excellent film policier américain, de ceux dont, en des temps meilleurs pour Hollywood, nous voyions deux par semaine — et qui, aujourd'hui, nous arrivent au compte-gouttes.

Rien d'ailleurs que de très classique dans l'histoire du gangster qui terrorise une jeune employée de banque, pour en faire sa complice d'un hold up. On saluera même au passage les rassurants poncifs de films policiers : le F.B.I. est tout-puissant, il sait ce qu'il a à faire, le civil amé-

ricain doit s'en remettre à lui sans chercher à comprendre... Reste que l'histoire est rondement menée, le suspense de qualité, les « effets » toujours artificiels, certes, plaisamment amenés.

Les ficelles sont maniées avec art et avec candeur, aucun complexe, on cherche à vous surprendre, à vous tenir en haleine et l'on y arrive. Glenn Ford et Lee Remick arrivent ensemble, avec talent, à maîtriser une curieuse figure de tueur asthmatique.

M. K.

**STUDIO 43** 43, Fg Montmartre  
PROvence 63-40  
A partir du 26 Septembre  
En première exclusivité  
**LE BONHEUR EST POUR  
DEMAIN**  
avec Henri OROLLA  
Permanent tous les jours de 14 à 24 h.

**PANTHÉON**  
13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
Semaine du 26 Septemb. au 2 Oct.  
**LA DENONCIATION**  
un film de Jacques Daniol-Valcrose